

Brésil/Politique

# Première journée en prison pour Lula

AFP  
Curitiba/Brésil

L'ancien président et candidat au prochain scrutin pourrait toutefois en sortir très vite.

**LULA**, ex-président brésilien et favori de la prochaine présidentielle, passait hier sa première journée en prison, dont il pourrait toutefois sortir rapidement grâce à de nouveaux rebondissements judiciaires.

Un premier coup de théâtre pourrait avoir lieu dès mercredi à la Cour suprême.

L'un des 11 magistrats qui composent la plus haute juridiction du Brésil, Marco Aurelio Mello, doit soumettre au vote une mesure provisoire qui pourrait suspendre l'incarcération de toute personne ayant encore la possibilité de recours auprès d'une instance supérieure.

C'est le cas de Luiz Inacio Lula da Silva, 72 ans, condamné en appel à 12 ans et un mois de prison pour corruption et blanchiment fin janvier.

Mercredi dernier, le dernier obstacle qui le séparait de la prison est tombé, quand cette même Cour suprême a rejeté par 6 voix contre 5 une demande d'"*habeas corpus*" qui lui aurait permis de rester en liberté quelques semaines, voire quelques mois de plus, le



Photo : AFP

L'ancien président et favori à la prochaine présidentielle Luiz Inacio Lula Da Silva a connu hier sa première journée en prison. Son séjour derrière les barreaux pourrait cependant être de courte durée.

temps que d'autres recours soient jugés.

Mais ce résultat très serré, à l'image de la profonde division de la société brésilienne sur l'icône de la gauche, montre que le vent peut tourner à tout moment.

**NOUVELLES MANIFESTATIONS PREVUES** • Au Brésil, Lula est vu par certains comme celui qui a permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté lors de ses deux mandats (2003-2010), mais par d'autres comme l'un des plus grands voleurs de l'Histoire du pays, impliqué dans le vaste scandale de corruption autour de Petrobras.

"Que Lula reste un bon bout de temps ici, lui et sa clique, ils le méritent", a estimé Mauro Celli, chef d'entre-

prise de 49 ans, qui passait en vélo hier matin devant le siège de la police fédérale à Curitiba (sud), où l'ex-président a passé sa première nuit en prison.

Environ 150 militants pro-Lula se trouvaient également sur place, et 1 500 autres devaient arriver par bus dans la journée.

"Nous avons passé la nuit avec tous nos camarades qui font acte de résistance et de solidarité envers Lula", a affirmé à l'AFP Christopher Ferreira, un étudiant de 21 ans.

Le dispositif de sécurité sur place a été renforcé pour éviter que se reproduisent les débordements qui ont fait huit blessés samedi soir, au moment de l'arrivée de Lula à Curitiba.

Des manifestations de soutien sont prévues dans

d'autres villes du pays, notamment à Rio de Janeiro et Sao Paulo.

**IMAGE DE VICTIME** • Jeudi dernier, le juge anticorruption Sergio Moro, ennemi intime de Lula, avait pris tout le monde de cours en émettant un mandat de dépôt à peine 12 heures après la décision de la Cour suprême, mais l'ex-président ne s'est finalement retrouvé derrière les barreaux que deux jours plus tard, à l'issue de péripéties mouvementées.

Hier, le journal Folha de Sao Paulo n'hésitait à comparer son parcours à la Passion du Christ : "le scénario a même été pourvu du rite qui lui manquait avec une messe en hommage à Marisa Letícia (son épouse décédée en février 2017), comme la dernière étape avant qu'il ne se

livre aux autorités".

L'image de Lula fendant la foule porté sur le dos d'un militant à l'issue de cette messe au siège du syndicat des métallos de Bernardo do Campo, près de Sao Paulo, où il est resté retransché deux jours durant, a fait le tour du monde.

Lula a même fait un bref malaise par la suite, étouffé par la chaleur, peut-être aussi par l'émotion.

"L'ex-président, connu pour son sens politique, n'allait pas laisser passer cette opportunité de renforcer cette image de victime qu'il cultive", soulignait hier le journal O Globo dans un éditorial.

Dans un long discours de près d'une heure, il s'est dit une nouvelle fois victime d'un complot des élites et de la presse pour l'empêcher de se présenter à un troisième mandat.

"Je suis un citoyen outré (...), je ne pardonne pas que l'on dise au pays que je suis un voleur", a-t-il scandé, sous les vivats de militants pour la plupart vêtus de rouge, avec des tee-shirts à son effigie.

Et quand il pensait finalement se présenter aux autorités, certains de ces militants ont bloqué la sortie de son véhicule, l'obligeant à retourner à l'intérieur, retardant encore plus son séjour en prison, qui pourrait donc être rapidement abrégé si ses avocats obtiennent gain de cause.

L'Afrique en bref

• **Egypte/Conflit.** Quatre jihadistes tués dans le Sinaï

Quatre jihadistes ont été tués "au cours des derniers jours" dans des opérations militaires dans le Sinaï (nord), a annoncé hier l'armée égyptienne. L'armée a lancé le 9 février une vaste campagne antijihadistes, en particulier dans la péninsule septentrionale du Sinaï, théâtre d'une insurrection d'une branche locale du groupe Etat islamique (EI).

• **RDCongo/Violence.** Un prêtre catholique tué par de présumés miliciens dans l'Est

Un prêtre catholique, l'abbé Étienne Sengiyumva, a été tué hier par de présumés miliciens dans un village de la région troublée de l'est de la République démocratique du Congo, après avoir dit une messe, a appris l'AFP de source religieuse.

• **Sierra Leone/Politique.** Le nouveau président veut remettre l'administration à l'heure

"Attention à ceux qui ne seront pas au travail à l'heure" : le nouveau président de Sierra Leone, Julius Maada Bio, a promis samedi à des milliers de ses partisans "une nouvelle ère" et des fonctionnaires à leur poste dès le début de la matinée.

A travers le monde

• **France/Politique.** Le nouveau patron des socialistes charge Macron



Photo : AFP

Le nouveau patron du parti socialiste français, Olivier Faure, s'est montré très offensif hier contre Emmanuel Macron lors du congrès du parti, promettant que les socialistes seraient au rendez-vous des européennes pour porter une alternative "de gauche".

• **Italie/Politique.** Le pays toujours en quête d'un gouvernement

L'Italie se prépare à une nouvelle semaine de consultations en vue de former un nouveau gouvernement, mais la solution semble encore très éloignée, chaque camp refusant pour l'heure de céder le moindre pouce de terrain.

• **Syrie/Conflit.** Attaque chimique présumée : Moscou met en garde Washington

Moscou a mis en garde hier Washington contre une "intervention militaire pour des prétextes fabriqués" en Syrie qui pourrait "mener aux plus lourdes conséquences", affirmant que le régime n'a pas employé d'armes chimiques contre les rebelles à Douma, dans la Ghouta orientale.

Proche-Orient/Conflit

# Gaza : la CPI pourrait juger les auteurs de crimes de guerre

AFP  
La Haye/Pays-Bas

**LA** procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a appelé hier à fin du bain de sang dans la bande de Gaza, avertissant que la cour pourrait juger les auteurs de crimes de guerre.

"Le recours à la violence doit cesser", a déclaré Fatou Bensouda dans un communiqué diffusé par la CPI, dont le siège est à La Haye.

"Toute personne qui incite ou participe à des actes de violence, en donnant des ordres, en exigeant, en encourageant ou en contribuant de

quelque manière que ce soit à la commission de crimes relevant de la CPI est susceptible d'être poursuivi devant la CPI", a mis en garde la procureure. Israël a fait face à de vives critiques des organisations de défense des droits de l'homme, y compris israéliennes, pour son utilisation de balles réelles contre les manifestants de la "marche du retour" organisée par les Palestiniens.

Après la journée du 30 mars lors de laquelle 19 Palestiniens avaient été tués, l'Union européenne et l'Onu avaient demandé l'ouverture d'une enquête indépendante.



Photo : AFP

"Toute personne qui incite ou participe à des actes de violence (...) est susceptible d'être poursuivie devant la CPI", a prévenu sa procureure Fatou Bensouda.

Vendredi, au cours d'une nouvelle journée de manifestations marquée par des heurts, neuf Palestiniens

dont un journaliste ont été tués. L'UE s'est de nouveau interrogée sur l'usage proportionné ou non de la vio-

lence par Israël face à ces manifestations.

Au total, en incluant deux Palestiniens tués au cours de heurts distincts, le bilan des Palestiniens tués depuis le 30 mars est de 30, selon le ministère de la Santé de Gaza. Il n'y a eu aucune victime côté israélien.

Israël affirme que ses soldats ont ouvert le feu seulement par nécessité contre des protestataires tentant de s'infiltrer sur son territoire et pour empêcher des attaques.

Le gouvernement de Benjamin Netanyahu accuse le Hamas d'être derrière ce mouvement de protestation.

Mali/Lutte antiterroriste

# Cinq jihadistes tués par les forces françaises

AFP  
Paris/France

**CINQ** jihadistes ont été tués vendredi dans une opération de la force française Barkhane près de

Tombouctou dans le nord du Mali, a annoncé hier l'état-major français.

"Barkhane a mené une opération d'opportunité vendredi à environ 120 km au nord de Tombouctou", a indiqué le porte-parole de l'état-major, le colonel Patrik Steiger. Cinq jihadistes

ont été mis "hors de combat", a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

Trente jihadistes ont été tués le 1er avril par des forces françaises et maliennes pendant une confrontation avec une soixantaine de combattants dans la zone d'Akabar,

près de la frontière avec le Niger.

Depuis 2013, les groupes jihadistes ont été dispersés et en grande partie chassés du nord du Mali, mais des zones entières du pays échappent toujours au contrôle des forces maliennes, françaises et de

l'ONU (Minusma), régulièrement visées par des attaques.

Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et au sud du Mali et le phénomène déborde sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.